Recours introduit le 6 février 2009 — Vicente Carbajosa e. a./Commission**(Affaire F-9/09)**

(2009/C 82/65)

*Langue de procédure: le français***Parties**

Parties requérantes: Isabel Vicente Carbajosa (Bruxelles, Belgique) et autres (représentants: S. Orlandi, A. Coolen, J.-N. Louis, E. Marchal, avocats)

Partie défenderesse: Commission des Communautés européennes

Objet et description du litige

Demande d'annulation de la décision portant l'adoption et publication des avis de concours EPSO/AD/116/08 et EPSO/AD/117/08 et des décisions relatives à la correction des tests de présélection et des épreuves écrites et à la notation des épreuves orales.

Conclusions des parties requérantes

- Annuler les décisions de la Commission portant publication et fixation des conditions d'admission et de déroulement des épreuves de concours EPSO/AD/116/08 et EPSO/AD/117/08;
- annuler les décisions des jurys de concours EPSO/AD/116/08 et EPSO/AD/117/08 relatives à la correction des tests de présélection et des épreuves écrites ainsi qu'à la notation des épreuves orales;
- condamner la Commission des Communautés européennes aux dépens.

Recours introduit le 3 février 2009 — Moschonaki/Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**(Affaire F-10/09)**

(2009/C 82/66)

*Langue de procédure: le français***Parties**

Partie requérante: Chrysanthe Moschonaki (Bruxelles, Belgique) (représentant: N. Lhoëst, avocat)

Partie défenderesse: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Objet et description du litige

D'une part, la demande d'annulation de la décision rejetant la plainte de la requérante pour harcèlement à l'encontre du chef des ressources humaines et, d'autre part, la demande de condamner la partie défenderesse à payer à la requérante une indemnisation pour les dommages subis.

Conclusions de la partie requérante

- Annuler la décision du Directeur de la Fondation du 29 février 2008 rejetant la plainte de la requérante pour harcèlement à l'encontre du chef des ressources humaines;
- pour autant que de besoin, annuler la décision explicite de la Fondation du 24 octobre 2008 portant rejet de la réclamation introduite par la requérante au titre de l'article 90 § 2 le 27 juin 2008;
- condamner la Fondation à payer à la requérante une indemnité évaluée provisoirement à 100 000 euros;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.